

ASSOCIATION URPS MK IDF

30 rue de Lyon
75012 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres

ASSOCIATION URPS MK IDF

30 rue de Lyon
75012 PARIS

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association URPS MK IDF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Db

36, rue du Louvre
75 001 Paris – France
T +33 1 42 44 17 50 F +33 1 42 97 46 86
W www.fr-dba.com

Db est le nom commercial de Db Audit
SAS au capital de 400 000 € - Société de commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Paris

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

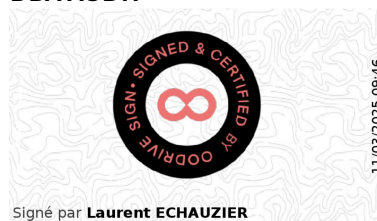
En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 26 février 2025

Le Commissaire aux Comptes

DBA AUDIT



Laurent ECHAUZIER
Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 584	1 584		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	119 374	53 369	66 004	65 794
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 463		8 463	8 177
TOTAL I	129 436	54 953	74 482	73 986
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 948		31 948	11 178
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	5 160		5 160	53 551
Valeurs mobilières de placement	75 942		75 942	75 263
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	468 202		468 202	455 313
Charges constatées d'avance	16 250		16 250	4 035
TOTAL III	597 501		597 501	599 340
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	726 937	54 953	671 983	673 326

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	546 975	437 197
Excédent ou déficit de l'exercice	50 217	109 778
Situation nette	597 191	546 975
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	597 191	546 975
II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		60 000
TOTAL III		60 000
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	38 343	46 632
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 858	10 115
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	9 351	6 661
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	9 240	2 943
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	74 792	66 351
Écarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	671 983	673 326

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	447 225	535 274
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31 948	26 919
Utilisations des fonds dédiés	60 000	
Autres produits	433	2 188
TOTAL I	539 607	564 381
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	374 831	279 644
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 918	1 672
Salaires et traitements	80 396	79 182
Charges sociales	26 580	22 658
Dotations aux amortissements et dépréciations	13 072	11 752
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		60 000
Autres charges	400	5 724
TOTAL II	497 197	460 631
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	42 410	103 751
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 959	6 538
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	9 959	6 538
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	428	511
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	428	511
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	9 531	6 027
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	51 941	109 778

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	549 566	570 919
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	499 349	461 141
EXCÉDENT OU DÉFICIT	50 217	109 778

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

Principes, règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 671 983 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 50 217 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'objet social de l'Association est défini dans le décret du Ministère de la Santé et des Sports relatif aux Unions Régionales de Professionnels de Santé portant le n°2010-585 du 2 juin 2010.

Les Unions Régionales contribuent à l'organisation de l'offre de santé régionale. Elles participent notamment :

-A la préparation et à la mise en oeuvre du projet régional de santé.

-A l'analyse des besoins de santé et de l'offre de soins, en vue notamment de l'élaboration du schéma régional d'organisation des soins .

-A l'organisation de l'exercice professionnel, notamment en ce qui concerne la performance des soins, la continuité des soins et les nouveaux modes d'exercices.

-A des actions dans le domaine des soins, de la prévention, de la veille sanitaire, de la gestion des crises sanitaires, de la promotion de la santé et de l'éducation thérapeutique.

-A la mise en oeuvre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens avec les réseaux de santé, les centres de santé, les maisons de santé et les pôles de santé ou des contrats ayant pour objet d'améliorer la qualité et la coordination des soins mentionnés à l'article L.4135-4.

-Au déploiement et à l'utilisation des systèmes de communication et d'information partagés.

-A la mise en oeuvre du développement professionnel continu.

Elles peuvent procéder à l'analyse des données agrégées nationales et régionales issues du système national d'informations inter-régimes de l'assurance maladie en rapport avec leurs missions.

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

REGLES ET METHODES

Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des immobilisations correspond au coût d'acquisition des biens (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de l'utilisation de biens, à savoir :

- | | |
|--------------------------------------|--------------------------|
| • Logiciels | Linéaire sur 1 à 4 ans, |
| • Installation générale | Linéaire sur 5 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | Linéaire sur 3 ans, |
| • Mobilier | Linéaire sur 5 ans, |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Fonds dédiés et reportés

Conventions annuelles

Au bilan :

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectés à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs, sont portées au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat :

Sont enregistrés en charges, dans le poste « dotations aux fonds dédiés », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture de l'exercice.

Est enregistrée en produits, dans le poste « reprise sur fonds dédiés », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Conventions pluriannuelles

Au bilan :

Dans le cas d'une convention pluriannuelle, les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées par l'URPS à des projets précis et non encore utilisés sont portés en fin d'exercice au passif du bilan au poste "Produits constatés d'avance".

A l'inverse, les dépenses engagées pour ces projets non réalisés en fin d'exercice sont portés à l'actif du bilan au poste "Charges constatés d'avance".

Au compte de résultat :

Sont enregistrés en diminution des charges, les factures reçues pour des engagements de dépenses non réalisés à la clôture de l'exercice.

Est enregistrée en diminution des produits, la part des ressources reçues relatives aux projets non réalisés à la clôture de l'exercice.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation correspondent aux engagements pris par l'Association au cours de l'exercice social.

Dans l'hypothèse où des factures relatives à l'exercice ne sont pas reçues, le montant correspondant à la prestation fournie par le fournisseur fait l'objet d'une prise en compte sous la forme d'une provision pour "charges à payer" dont la contrepartie s'inscrit au passif du bilan.

Régime fiscal

L'activité de l'Association n'est assujettie ni à l'impôt sur les sociétés au taux normal ni à la taxe sur la valeur ajoutée.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 500 euros TTC.

Note explicative sur les points significatifs

NOTE SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS DE L'ANNEXE

Immobilisations financières (page 11)

Le dépôt de garantie correspond à la somme versée à ce titre au propriétaire des locaux sis 30, rue de Lyon 75012 Paris, siège de l'Association.

L'Association a souscrit pour 15 euros de parts sociales dans le capital du Crédit Mutuel, nouveau partenaire bancaire.

Emprunt (page 13)

Un emprunt a été contracté auprès de Crédit Mutuel pour financer les aménagements du siège dont la première échéance est le 05/07/2020, la durée de 108 mois et le taux de 1% l'an.

Un nantissement sur le compte à terme a été consenti au profit du Crédit Mutuel en garantie du paiement de cet emprunt.

Fonds dédiés (page 16)

Les fonds dédiés repris correspondent à la subvention accordée par l'ARS Ile de France d'un montant de 60 000 euros référencée : "FIR MI3-99-1 : Autres Mission 2 hors Médico-social", laquelle définit une mission spécifique à destination de l'URPS MK ILE DE FRANCE. Cette mission est terminée en 2024.

Subventions de l'exercice (page 17)

1. Subventions ACOSS 2024 :

. Montant brut	: 444 448 euros
<u>. Frais de gestion (0,5 %) :</u>	<u>- 2 222 euros</u>
. Total	: 442 226 euros

2. Partenariat :

L'URPS a signé une convention de partenariat le 27 janvier 2021 avec le Crédit Mutuel de Santé Paris (CMPS) pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction pour une période d'une même durée. Le CMPS s'engage à verser à l'URPS chaque année la somme de 5 000 euros.

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

Trésorerie

Au la clôture de l'exercice, la trésorerie excédentaire de l'Association est placée sur des comptes garantis dont la composition est la suivante :

Compte à terme : 75 941 euros

Compte sur Livret Triplex : 367 821 euros

Compte sur Livret bleu : 81 670 euros

Pour financer les travaux d'aménagement du siège de l'Association, cette dernière a contracté un emprunt. Pour garantir celui-ci, des fonds à due concurrence, ont été placés sur un compte à terme pour un montant de 75 000 euros.

Effectif

Au 31 décembre 2024, l'Association emploie 3 salariés.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 584		
TOTAL	1 584		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	89 473		
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	25 398		13 282
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	114 871		13 282
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés	15		
Prêts et autres immobilisations financières	8 177		286
TOTAL	8 192		286
TOTAL GÉNÉRAL	124 646		13 569

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 584	
TOTAL			1 584	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencets et aménagt. const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencets et aménagt. divers			89 473	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier		8 779	29 901	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		8 779	119 374	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés			15	
Prêts et autres immobilisations financières			8 463	
TOTAL			8 478	
TOTAL GÉNÉRAL		8 779	129 436	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				1 584			1 584
TOTAL				1 584			1 584
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				25 746	8 947		34 694
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				23 331	4 125	8 779	18 676
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				49 077	13 072	8 779	53 369
TOTAL GÉNÉRAL				50 661	13 072	8 779	54 953

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 463		8 463
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	31 948	31 948	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	571	571	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	4 588	4 588	
Charges constatées d'avance	16 250	16 250	
TOTAL	61 820	53 357	8 463

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	38 343	8 372	29 971	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	17 858	17 858		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	1 835	1 835		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	5 658	5 658		
Impôts sur les bénéfices	1 724	1 724		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	134	134		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	9 240	9 240		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	74 792	44 821	29 971	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 395	4 878
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 428	3 078
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	11 823	7 955

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	31 948	11 178
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	459	50 262
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	32 407	61 440

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	16 250	4 035
TOTAL		16 250	4 035

Synthèse des variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	60 000		60 000				
TOTAL GÉNÉRAL	60 000		60 000				
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Synthèse des variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL GÉNÉRAL				

Subventions

Subventions	Accordées sur l'exercice ①	Dont reçues sur l'exercices ②	Comptabilisées à la fin de l'exercice à recevoir l'exercice suivant ①-②
CPAM Subvention 2023/2024	442 225	442 225	
Crédit Mutuel Partenariat	5 000	5 000	
TOTAL	447 225	447 225	

Variation des fonds propres art. 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	437 197		109 778		546 975
Excédent ou déficit de l'exercice	109 778	-109 778			50 217
Situation nette	546 975	-109 778	109 778		597 191
Dotations consomptibles					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	546 975	-109 778	109 778		597 191

Commentaires :

L'assemblée générale du 28 mars 2024 a décidé d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2023 sur les projets suivants :

- Le projet "Tutorat" pour 100 000 euros
- Le projet "Salon des associations" pour 9 778 euros.